

Chapitre quatre quater - Le parti à la croisée des chemins

lundi 30 mars 2015, par [Jadarshini](#)

Il serait effectivement facile de faire l'histoire si on ne se mettait à lutter qu'à condition que les chances soient infailliblement favorables.

Karl Marx à L. Kugelmann, 17 avril 1871.

La principale ligne de démarcation entre le révisionnisme et la révolution est celle-ci : les révisionnistes exigent la garantie de la victoire comme condition préalable pour engager le combat ; les révolutionnaires osent lutter, osent remporter des victoires.

Charu Mazumdar, « Against the Revisionist Attack on the Parti Line », octobre 1970.

Grondements de guerre

Alors que l'on passait de l'hiver 1969 au printemps 1970, la nouvelle année promettait d'inaugurer une décennie agitée. Tandis que les communistes révolutionnaires en Inde étaient occupés à se débattre avec les problèmes créés par leurs actions, leurs camarades dans d'autres régions du continent se laissaient entraîner dans une explosion à grande échelle.

En mars 1969, le grondement des fusils avait rompu le calme au-dessus de l'Oussouri gelé, intensifiant les affrontements récurrents à la frontière sino-soviétique. Dans un éditorial en août cette année-là, la Pravda avait fait l'allusion voilée d'une frappe nucléaire soviétique contre la Chine. Quelques mois plus tard, prenant la parole à un rassemblement à Pékin pour célébrer le 20^e anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine le 1^{er} octobre, le vice-président Lin Pao avait demandé à son peuple « d'intensifier sa vigilance, de renforcer sa capacité de réaction contre la guerre et d'être prêt à tout moment pour anéantir tous les intrus étrangers qui osent venir ». S'adressant aux peuples du monde, il avait lancé l'appel :

... unissez-vous et opposez-vous à la guerre d'agression déclenchée par n'importe quel impérialisme ou social-impérialisme, en particulier celle dans laquelle les bombes atomiques sont utilisées comme armes ! Si une telle guerre éclate, les peuples du monde doivent employer la guerre révolutionnaire pour écarter la guerre d'agression, et ils doivent prendre leurs dispositions tout de suite.

[1]

Comme le temps passait, la menace d'une guerre se rapprochait dangereusement. Début 1970, l'Union Soviétique avait levé vingt divisions supplémentaires dans son district militaire d'Extrême-Orient et deux en Mongolie par rapport à 1969. 34 divisions soviétiques étaient postées le long du reste de la frontière. [2] En février 1970, les discussions entre l'Union Soviétique et la Chine autour du territoire contesté sont entrées dans leur cinquième mois sans aucune solution tangible en vue. Alors que la menace soviétique continuait à monter en puissance au Nord, en mars cette année-là, au Sud, la Chine s'est retrouvée confrontée à une menace quand les USA ont étendu la guerre au Vietnam vers le Laos et le Cambodge. À Pékin, vers la fin du mois d'avril, la Chine a patronné une conférence secrète de représentants du South Vietnam National Liberation Front, du Pathet Loa et de partisans du prince Sihanouk pour esquisser une stratégie de lutte commune.

Ces développements internationaux allaient avoir des répercussions sur le CPI(M-L)

La scène nationale

L'offensive américano-soviétique à l'étranger contre la Chine s'est produite en même temps que l'intensification de la répression policière contre les révolutionnaires communistes en Inde début 1970. En mars cette année-là, le gouvernement United Front est tombé au Bengale occidental, et en avril, une campagne conjointe des Eastern Frontier Rifles, de la Central Reserve Police et de la police locale, sous le contrôle direct du gouvernement central, fut déclenchée contre les cadres du CPI(M-L) à Debra et à Gopiballavpur, et les villages où plus tôt le CPI(M-L) avait instauré une sorte d'autorité furent le théâtre de descentes policières. Les cadres paysans et les sympathisants du parti furent jetés en prison. À Calcutta, la police a fait une descente dans les bureaux de *Liberation* et de *Deshabrati* et les journaux sont entrés dans la clandestinité.

En même temps que les revers dans ces anciens bastions, les activités du CPI(M-L) se propageaient dans d'autres états, mais à une plus petite échelle. Le parti commençait à avoir une influence visible. Le 9 avril 1970, le ministre de l'Intérieur de l'Union de l'époque, Y.V. Chavan a dit à la Lok Sabha que les activités « naxalites » s'étaient étendues à l'Assam, au Nagaland et aux Mizo Hills. Dans une émission le 2 avril, décrivant les accomplissements du CPI(M-L), Radio Pékin a dit, « À l'heure actuelle, les flammes de la lutte armée des paysans se sont propagées au Bengale occidental, au Bihar, à l'Uttar Pradesh, au Punjab, à l'Himachal, à l'Orissa, à l'Assam et au Tripura, et tout particulièrement à l'Andhra Pradesh ». Ce qui était prétendu être des « flammes » étaient cependant, dans les nouvelles zones, plutôt des étincelles qui s'éteignaient aussi soudainement qu'elles avaient éclaté - activités allant de la propagande maoïste par l'affichage et la distribution de brochures faisant valoir la nécessité des luttes armées au meurtre de propriétaires fonciers et à la saisie des fusils, activités qui étaient toujours confinées au stade de la mise en place par « quelques sections avancées » et devaient encore être « nourries par l'initiative considérable des masses et les actions de masse », comme prévu par Charu Mazumdar.[29] Mais ces actions ont beau avoir été isolées et éphémères, elles ont propagé l'idéologie du CPI(M-L) de la prise du pouvoir politique par la lutte armée. La façon floue de penser au soulèvement de Naxalbari comme étant un mouvement militant pour l'accaparement des terres parmi la population, et la paysannerie en particulier, laissait progressivement place à la prise de conscience plus concrète que le soulèvement de 1967 et la série d'événements qui ont suivi étaient basés sur la théorie de la prise de pouvoir régionale dans la campagne par les paysans grâce à la guérilla.

Le Centre se rendait aussi compte que l'idéologie était une force avec laquelle il fallait compter. Le ministre des Affaires Intérieures d'alors, V.C Shukla, a dit à la Rajya Sabha le 20 avril 1970 que le problème était « beaucoup plus grave que le problème que constituent pour nous les bandits dans la vallée de la Chambal ». Reconnaisant l'importance des jeunes comme étant un élément fondamental du mouvement du CPI(M-L), le ministre a dit : « Nous devons imaginer des moyens pour faire penser aux étudiants qui étudient dans nos institutions d'enseignement que, par des méthodes pacifiques et non-violentes, par des méthodes constitutionnelles et légales, ils peuvent obtenir ... ce qu'ils souhaitent obtenir ». Le Centre était assez sage pour comprendre les conséquences à long terme d'actions pareilles, même si elles avaient peut-être l'air insignifiantes à ce moment-là. Par conséquent, en réponse, il a eu pour politique d'utiliser « en alternance la carotte et le bâton ». Dans le budget annuel du Centre pour 1970-1971, une disposition de 65 millions de roupies fut prise pour aider les petits fermiers et les travailleurs agricoles, ce qui était vraisemblablement un leurre pour les immuniser contre « l'influence naxalite ». En même temps, les dépenses pour la police sont passées de 187,6 millions de roupies en 1961-1962 à 888,4 millions de roupies en 1970-1971.

Mais pendant ce temps, une crise couvait à l'intérieur du CPI(M-L). Alors qu'une à une, les anciennes positions communistes étaient amoindries face à l'offensive policière croissante, certains parmi les dirigeants ont commencé à avoir des doutes quant à la tactique d'« anéantissement » de Charu Mazumdar et à son insistance à dépendre des armes traditionnelles. Ils demandaient comment les paysans équipés de matériel primitif pourraient résister à l'offensive d'une force militaire supérieure. D'autre part, Charu Mazumdar était désireux de déceler des potentialités révolutionnaires même dans les actes d'offensive les plus mineurs des paysans, pour voir en quelque sorte « le monde dans un grain de sable ».

Priant ses partisans de ne pas déprécier leurs accomplissements, leur rappelant leurs victoires en 1969, il a dit : « Avec 1970 sont arrivées les perspectives d'une force populaire armée et disciplinée et de considérables zones libérées ». Se réjouissant du début des années 1970, il a vivement conseillé : « Transformez cette décennie en la décennie de la libération des masses opprimées et exploitées de l'Inde »[30]

D'un point de vue pratique, ses critiques avaient cependant tendance à peser les chances d'une victorieuse réaction dont la solidité est prépondérante pour écraser les bases de pouvoir rouge, plutôt que de contempler les perspectives d'une révolution victorieuse encore indistincte et évanescence à l'horizon lointain. Un article dans l'organe du parti en février 1970 a parlé de ces « critiques au sein du parti ».

« Autorité révolutionnaire »

C'est à partir de ce moment que les partisans fidèles de Charu Mazumdar dans le parti ont cherché à l'imposer comme autorité suprême de la révolution indienne, une tentative qui devait souvent être poussée à des extrêmes dangereuses, contraignant à un moment donné Charu Mazumdar lui-même à se manifester avec une mise en garde sévère contre ses partisans.

La controverse sur la notion « d'autorité révolutionnaire » dans le CPI(M-L) était un héritage du passé, une extension, dans le contexte indien, du vieux conflit entre l'autorité et l'autonomie qui avait déchiré le mouvement communiste international depuis l'époque de Marx. La nécessité d'asservissement à l'autorité pour effectuer une révolution était même avouée à cette époque. Dans cette polémique avec les anarchistes, Engels a répliqué :

Ces messieurs ont-ils déjà vu une révolution ? Une révolution est sans aucun doute la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, des moyens tous très autoritaires...

Mais en même temps, il admettait que l'autorité et l'autonomie étaient des choses relatives dont les sphères variaient avec les diverses phases du développement de la société, et était d'avis de restreindre l'autorité uniquement aux limites à l'intérieur desquelles les conditions objectives la rendait inévitable. [3] En qui serait investie cette autorité ? Lénine a répliqué en fondant le parti communiste - une organisation étroitement soudée et cuirassée qui s'est débarrassée de l'éparpillement en exigeant une loyauté à toute épreuve envers les décisions du comité central. Tout le monde sait comment sa notion d'autorité, exprimée par un centralisme ferme dans le fonctionnement du parti, a été attaquée par ceux qui étaient partisans d'un mode de fonctionnement plus démocratique. Lénine fut qualifié de Jacobin, de Robespierre déterminé à imposer sa dictature personnelle ! On ne peut pas nier que, bien qu'en théorie le parti ait insisté sur la direction collective, dans la pratique, et particulièrement en temps de crise et à des moments qui exigeaient une décision immédiate, un dirigeant individuel, en vertu de sa responsabilité hors du commun, ou de son expérience ou de ses connaissances théoriques, s'affirmait et ralliait les autres derrière lui. C'est comme ça que l'autorité révolutionnaire de Lénine s'est accrue. L'émergence, à un stade, d'un seul individu en tant que dirigeant suprême est bien naturelle. Engels comparait ce stade à un bateau dans une mer agitée :

... la nécessité de l'autorité, et encore d'une autorité impérieuse, ne se trouvera nulle part plus évidente qu'à bord d'un bateau en haute mer. Là, en cas de danger, les vies de tous dépendent de l'obéissance instantanée et absolue de tous à la volonté d'un seul.

L'évolution d'un tel dirigeant n'est pas toujours déterminée par des partisans numériquement nombreux. Mao Zedong était en minorité dans le parti en 1927 quand il est parti pour le Hunan. Sa persévérance obstinée dans la conviction que les paysans étaient la « plus grande force motrice de la révolution chinoise » et la crédibilité de sa théorie de création de bases rurales furent les premières qualités qui ont, au début, rassemblé la bande de partisans fidèles. Plus tard, alors que les événements confirmaient la justesse de ses principes et de ses tactiques, son autorité révolutionnaire s'est consolidée par une série d'expériences, par la mise à l'épreuve concrète de ses tactiques. Mais pour les novices, le point de départ était une confiance inébranlable en ses théories et sa direction, une conviction fondée sur l'observation de la situation contemporaine et à partir de celle-ci, une déduction quant au modèle possible, jusque là non testé, pour la révolution chinoise. Pour les vastes masses en dehors du parti, l'exigence d'une autorité révolutionnaire découlait généralement de leur besoin de faire entièrement confiance au dirigeant, de croire en quelqu'un qui peut être considéré comme infaillible, qui peut, en même temps, évoquer l'avenir qui les attend et rassembler leurs attentes et leurs rêves d'action immédiate. Mais le dirigeant ne peut pas se placer au-dessus de la preuve par les faits, il doit gagner la confiance du peuple grâce à des accomplissements concrets. Par conséquent, le rôle prépondérant du dirigeant individuel, soit au stade initial de la révolution en ce qui concerne l'élaboration d'un modèle, soit à certains moments critiques au cours de la révolution, ne peut pas être nié.

Les partisans de Charu Mazumdar le soutenaient en tant qu' « autorité nationale » de la révolution indienne sur base de ces principes. Mais comme cela arrive d'habitude en pareil cas, ils ont souvent eu tendance à l'élever à une position sacro-sainte, qualifiant quiconque le contestant de traître à la révolution. Il s'agissait hélas des tendances bien connues qui, autrefois, avaient conduit au développement de la bureaucratie et au culte aveugle du héros dans d'autres partis communistes du monde.

Pendant ce temps, les rapports en provenance de diverses régions - Mushahari, Lakhimpur, Gopiballavpur, Srikakulam - mettant sans cesse en évidence les lourdes pertes, ébranlèrent la confiance d'un grand nombre de dirigeants du CPI(M-L). Ils indiquaient que la réalité réfutait les théories de Charu Mazumdar. Mais ses partisans se demandaient si les échecs avaient été causés par la mise en oeuvre des théories de leur dirigeant ou plutôt parce qu'on ne le suivait pas totalement.

Le congrès du parti

Au milieu des échecs, des incertitudes politiques d'une section des dirigeants du CPI(M-L) et des gros efforts de l'autre section pour faire accepter l'ancien programme et imposer son dirigeant en tant qu'autorité suprême, le premier congrès du CPI(M-L) s'est tenu à Calcutta en mai 1970. Les principaux représentants du parti issus des zones de lutte ont assisté au congrès, et parmi les congressistes se trouvaient Vempatapu Satyanarayana, Adibathla Kailasam et Dr Malikarjunundu de Srikakulam et Satyanarayana Singh du Bihar.

Le congrès a adopté un véritable programme qui stipulait que la « contradiction principale » du moment était celle entre le féodalisme et les larges masses de la population indienne, dont la résolution aboutirait aussi à la résolution de toutes les autres contradictions. Réaffirmant le caractère compradore de la bourgeoisie indienne et son asservissement à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, le programme spécifiait que le stade de la révolution indienne était celui de la révolution démocratique, « dont l'essence est la révolution agraire », la tâche fondamentale étant le renversement de la domination féodale, capitaliste compradore-bureaucrate, impérialiste et social-impérialiste. Pour effectuer la révolution, le programme insistait sur la nécessité d'un front démocratique de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite-bourgeoisie et « même d'une partie de la moyenne bourgeoisie sous la direction de la classe ouvrière », la force principale de la révolution étant la paysannerie. Mais « ce front ... ne pourra être créé que lorsque l'unité ouvrier-paysan sera atteinte au cours de la lutte armée et après que le pouvoir politique rouge ait été établi au moins dans certaines régions du pays ».

Quant au dispositif opérationnel, le programme affirmait que la guérilla restait la forme fondamentale de lutte durant toute la période de la révolution démocratique ; « ... seule la guérilla peut développer les petites bases de lutte armée en grandes zones étendues grâce à de puissantes vagues de guerre populaire et former l'armée populaire qui ... encerclera et s'emparera des villes ». À ce propos, il citait la thèse de Lin Piao : « La guérilla est le seul moyen pour mobiliser et exercer toute la force de la population contre

l'ennemi ». Le programme soulignait également que la révolution indienne faisait partie de la révolution mondiale menée sous la direction de Mao Zedong et qu'elle avait lieu à « l'époque de Mao Zedong alors que l'impérialisme mondial va droit à l'effondrement total et que le socialisme avance vers une victoire mondiale ».

Les congressistes ont aussi entendu un rapport politico-organisationnel qui réaffirmait la nécessité de « poursuivre la campagne d'anéantissement avec plus de fermeté et d'unité » et de compter sur les armes traditionnelles pour donner libre cours à l'initiative des paysans pauvres et des paysans sans terre.

Faisant référence à « la propagation des flammes de la lutte » à plusieurs régions, il disait que

commence une phase où les luttes paysannes armées produiront vague sur vague de recrudescence massive et mettront le feu dans tout cet immense pays, et notre devoir sera de diriger cette marée haute révolutionnaire et de rendre la révolution victorieuse dans tout le pays.

Au sujet de la répression lâchée sur le parti par le gouvernement, il estimait que « la sauvegarde de notre propre force principale et de nos dirigeants dépendait de jusqu'où nous pourrions pénétrer profondément parmi les masses ».

Le congrès a adopté une constitution qui, entre autres choses, s'engageait à créer et à consolider le parti par « la critique et l'autocritique », et à organiser un front uni de tous les groupes et classes révolutionnaires engagés dans la lutte armée sous la direction du parti. Ouvrant les portes du parti à « tous les révolutionnaires en Inde » (y compris ceux venant des « classes exploiteuses » qui étaient obligées de céder tous leurs biens au parti), il prévoyait la fixation de la position générale par les unités supérieures, mais laissait aux unités inférieures la liberté de prendre la complète initiative de choisir la tactique pour appliquer la ligne.

Le congrès du parti a constitué quatre bureaux de zone ; la zone Ouest englobant Delhi, le Punjab et le Jammu et Cachemire était dirigée par R.P. Shroff ; la zone centrale se composant de l'Uttar Pradesh et du Bihar était dominée par Satyanarain Singh et S.K. Misra ; la zone Est (Bengale occidental et Assam) était sous la responsabilité de Sourin Bose, alors que les présidents pour la zone Sud englobant l'Andhra Pradesh, le Kerala et le Tamil Nadu devaient être décidés plus tard. L'idée était de permettre à ces bureaux de fonctionner de façon indépendante à l'avenir quand et si les rapports avec la direction centrale étaient interrompus à cause de la répression policière.

Discours de Charu Mazumdar

Un élément intéressant de la séance secrète du congrès du parti fut le discours de Charu Mazumdar pendant la présentation du rapport politico-organisationnel. Dans son discours, il a parlé de la ligne tactique qu'il recommandait.

Il s'en est violemment pris au « centrisme - la forme la plus infâme du révisionnisme » qui pointait sa tête à l'intérieur du parti. Il faisait remonter les débuts du centrisme dans le mouvement des communistes révolutionnaires à l'époque de l'AICCCR, où il s'était manifesté dans le plaidoyer de Nagi Reddy contre le boycott des élections, et encore plus tard, dans la théorie d'Asit Sen de création d'un parti en s'appuyant sur le seul prolétariat industriel. En venant à la situation actuelle, il maintenait que l'attaque centriste était lancée au sein du parti sur des questions impliquant l'utilisation des armes à feu, la dépendance envers les intellectuels petits-bourgeois et la tactique d'anéantissement. Réaffirmant que la lutte d'anéantissement était en même temps une « forme supérieure de lutte de classe et le commencement de la guérilla », il estimait qu'une des raisons des revers dans certaines régions étaient que « même sans (diriger) de luttes de classe, nous avons essayé de créer une armée et nous avons échoué ».[36]

Aux prises avec ses critiques qui avaient continuellement mis tous les échecs sur le dos de sa théorie d' « anéantissement des ennemis de classe », Charu Mazumdar a réagi au congrès par un acte d'autodéfense particulier aux relents de partialité. Dans son discours, il plaçait toute l'importance sur l' « anéantissement ». Ce n'est que par l'intermédiaire de la campagne d'anéantissement, a-t-il défendu, que le nouvel homme pourra être créé - « le nouvel homme qui bravera la mort et sera dégagé de toute idée d'intérêt personnel ». Il a exposé que « Pour se rapprocher de l'ennemi, il est nécessaire de surmonter tout intérêt personnel ». Quant aux martyrs, alors que ses critiques inclinaient à considérer les victimes comme des sacrifices inutiles, Charu Mazumdar justifiait le sacrifice ainsi :

... seul le sang des martyrs peut rendre cette victoire possible. C'est le sang de ces martyrs qui suscite l'enthousiasme, transforme les combattants en hommes nouveaux, rempli leurs coeurs de haine de classe ; c'est en étant inspiré par le sang de ces martyrs qu'ils avancent vers l'ennemi et saisissent leurs fusils à mains nues.

Passant à Srikakulam, il a regretté que des « ennemis de classe » vivent encore sur le sol du Srikakulam et qu'à moins de les anéantir, la nouvelle conscience et la nouvelle confiance ne naîtrait pas. À partir de cette opinion, il a hâtivement conclu qu'il ne pourrait y avoir d'unité avec ceux qui s'opposaient à l'anéantissement des ennemis de classe, puisqu'ils étaient des « ennemis du peuple ». Des gens pareils ne pouvaient pas rester dans le parti. Quant à la critique concernant son insistance sur les armes traditionnelles, Charu Mazumdar a demandé : « N'est-ce pas notre rêve que nos paysans pauvres et nos paysans sans terre marchent avec des fusils ? » Ensuite, il a expliqué : « Bien sûr que c'est notre rêve. Mais l'utilisation d'armes à feu à ce stade, plutôt que de libérer l'initiative des masses paysannes pour anéantir l'ennemi de classe, l'étouffe ». Il avait manifestement en tête la familiarité des paysans avec les outils utilisés quotidiennement - la hache, la faucille ou le coupe-racines - qui pouvaient facilement être manipulés par les paysans et transformés en armes lorsque c'était nécessaire. Il a rappelé aux congressistes que « Si les guérilleros commencent leur campagne d'anéantissement avec des armes traditionnelles, les paysans pauvres et sans terre ordinaires se présenteront les mains nues et rejoindront la lutte d'anéantissement. »

Une partie importante du discours de Charu Mazumdar fut consacrée aux développements en Asie du Sud-Est. Il décrivait l'agression américaine au Cambodge comme le « début de la Troisième Guerre mondiale ». (Toutefois, quelques jours plus tard, le 20 mai, Mao Zedong allait dire que le « danger d'une nouvelle guerre mondiale » était toujours présent. Faisant remarquer l'écart entre l'opinion de Charu Mazumdar et celle de Mao, plus tard, les critiques du premier dans le CPI(M-L) allaient décrier Mazumdar pour son habitude à exagérer la réalité et à tirer d'injustifiées généralisations hâtives). Quant à la situation en Inde, Charu Mazumdar a dit dans son discours que la naissance du CPI(M-L) et la lutte révolutionnaire paysanne déclenchée par ce dernier était devenue la force décisive de l'histoire indienne, et avait changé la situation intérieure du pays.

Bien que *Liberation*, *Deshabrati* et d'autres organes du parti aient cherché à créer l'impression que les décisions avaient été adoptées en douceur au congrès du parti, les révélations ultérieures de plusieurs congressistes importants dévoilent que les inquiétudes et les doutes qui rongeaient les travailleurs du parti dans différentes régions du pays ont éclaté non seulement à la réunion du Central Organizing Committee (COC) tenu à la veille du congrès du parti et au congrès du parti lui-même. À la réunion du COC, les délégués de l'Uttar Pradesh State Committee ont proposé un amendement au programme du parti, formulant que seule la grande bourgeoisie en Inde, et non la bourgeoisie tout entière, devrait être qualifiée de compradore. Ils considéraient également que d'autres formes de lutte, comme les combats légaux et les mouvements de masse, devraient être déclarées complémentaires à la lutte armée. Mais le COC a rejeté tous les amendements. La question de l'autorité révolutionnaire fut mise sur le tapis au congrès du parti. Sourin Bose, un important dirigeant du Bengale nord et à ce moment-là partisan de Charu Mazumdar, a proposé une résolution décrivant Charu Mazumdar comme l'autorité suprême dont les instructions devraient toujours être respectées. D'après les descriptions ultérieures, on s'est pratiquement rué, tout particulièrement parmi les délégués du Bengale occidental, pour faire la preuve de sa loyauté envers Charu Mazumdar. Ashim Chatterjee, qui était à la tête du mouvement à Debra-Gopiballavpur, aurait dit au congrès que si des conflits survenaient entre le comité central et Charu Mazumdar, il suivrait toujours Charu Mazumdar. Khokon Mazumdar, un autre dirigeant du North Bengal, qui était allé en Chine en 1967, a annoncé que Mao Zedong avait décrit Charu Mazumdar comme étant le plus grand marxiste-léniniste hors de Chine. Kanu Sanyal a eu un accès de repentir et a dit qu'il fallait qu'il soit critiqué pour avoir manqué de parler de Charu Mazumdar dans son rapport sur le mouvement des paysans du Terai. [5] [6]

Satyanarain Singh du Bihar, Shiv Kumar Misra et R.N. Upadhyaya de l'Uttar Pradesh et Appu du Tamil Nadu se sont élevés contre une telle adulation de Charu Mazumdar. Pour citer un document ultérieur. « Au congrès du parti, la clique de Charu a exigé que Charu Mazumdar soit établi au-dessus du parti, au-dessus du comité central, puisqu'il était le fondateur du CPI(M-L)... Malgré leurs inlassables tentatives, en

raison de la position marxiste à laquelle adhéraient les congressistes de l'Uttar Pradesh, du Bihar, du Tamil Nadu et de l'Assam, la clique de Charu fut obligée de battre en retraite et d'annuler la résolution ». [7] Parlant de la résolution controversée, Charu Mazumdar a dit au congrès qu'à moins que l'autorité ne soit instaurée, le multi-centrisme et le révisionnisme se manifesteraient dans le parti. Mais il a demandé aux congressistes que la question ne soit pas mise aux voix. Il a poussé ceux qui étaient d'avis d'instaurer une autorité à poursuivre la « lutte de ligne » à l'intérieur du parti pour attendre jusqu'à ce que le révisionnisme soit vaincu. [8]

Mais le débat ne s'est pas terminé au congrès. Il a de nouveau été soulevé devant le comité central nouvellement formé qui s'est réuni directement après le congrès. (Le comité central se composait de Charu Mazumdar, Kanu Sanyal, Sushital, Roy Chowdhury, Saroj Dutta, Sourin Bose, Suniti Gosh et Ashim Chatterjee du Bengale occidental ; de Satyanarain Singh, Gurubax Singh et Tajkishore Singh du Bihar ; de Shiv Kumar Misra et Mahindar Singh de l'Uttar Pradesh ; de Dr Nagbhushan Patnaik, Appalasuri, Vempatapu Satyanarayana, Adibhatla Kailasam de l'Andhra Pradesh ; d'Appu et Kodasudayanam du Tamil Nadu, de R.P. Saraf du Cachemire ; et de Ambaddi du Kerala. Ce dernier a quitté le parti après deux mois et s'est affilié au parti du Congrès.) À la réunion du comité central, Satyanarain Singh, Shiv Kumar Misra et Appu ont reproché à Charu Mazumdar d'imposer sa position aux étudiants sans consulter les autres éléments du parti. Sushital Roy Chowdhuri du Bengale occidental s'est également joint à eux. Finalement, Charu Mazumdar a dû céder et a consenti qu'à l'avenir, chaque résolution soit placée devant le comité central.

Après le congrès du parti

L'ennemi a montré les crocs immédiatement après le congrès du parti. La police a lancé une offensive impitoyable pour anéantir les révolutionnaires communistes. Les forces paramilitaires centrales telles que la force de réserve de la police ont rejoint l'offensive à Srikakulam. Alors que la répression faisait des ravages, réduisant les défenseurs des bases rouges à une minorité, qui s'est bravement battue avec un courage désespéré laissant derrière elle un souvenir héroïque, les doutes et les inquiétudes s'intensifiaient parmi les dirigeants de la lutte à Srikakulam.

Des différends se sont développés durant cette période entre les dirigeants de la zone de plaines et ceux opérant dans les collines de Srikakulam. Un document préparé par les dirigeants des collines formulait leur plainte :

Après le mois de septembre dernier, il y a eu une stagnation dans le mouvement dans la « zone rouge »... en appliquant la pensée de Mao à nos conditions, nous aurions dû accorder de l'importance à la formation d'une zone de collines en tant que base à partir de laquelle nous aurions pu nous propager vers les plaines. L'importance de cet aspect a été ignoré et la lutte s'est concentrée dans les plaines au mépris de la zone des collines. C'est à cause de cela que nous avons échoué.

Plus loin, il était déclaré

L'argent et l'or saisis par les escouades de la zone rouge ont été emporté par les dirigeants du district. Sans reconnaître les besoins de la zone rouge, l'argent a été distribué dans des comptes limités. Ceci a créé des difficultés pour les camarades de la zone rouge. En raison du manque d'argent, ils ne pouvaient pas obtenir de munitions de façon autonome. En conséquence, il y avait une insuffisance de munitions.

Cependant, le principal différend s'est établi sur la théorie de l'extension de la tactique d'anéantissement aux plaines. L'absence de toute expérience de mouvements de masse dans les plaines (comme dans les collines) limitait la possibilité de préparer les paysans et de développer des unités de guérilleros. Mais dans un désir d'expansion quantitative de la campagne d'anéantissement, les partisans de Charu Mazumdar recourraient souvent aux meurtres systématiques, même de petits propriétaires, qui ne pouvaient guère être qualifiés « d'ennemis de classe » des paysans. Un document postérieur du Andhra State Committee du CPI(M-L) reconnaissait : « des contradictions y ont surgi entre les dirigeants du parti et la direction de la zone de la division, laquelle est le coeur de notre mouvement. Cela s'est soldé par la pire des querelles intestines du genre qui a beaucoup nui au parti. » [10]

La police a profité de ces différends, utilisant au mieux les sanglants incidents pour provoquer une répugnance parmi la population. Elle a commencé à colporter que les tribaux envahissaient les plaines, cherchant ainsi à estomper les divisions de classe et à susciter des différends régionaux à la place - une vieille ruse employée par la classe dirigeante pour semer la confusion dans les mouvements de masse. Le plus grand coup au mouvement à Srikakulam est arrivé en juillet 1970, quand le dirigeant de la zone des collines, le « gappa guru » bien-aimé des Girijans - Vempatapu Satyanarayana - fut assassiné par la police dans les collines de Bori au Parvatipuram. Il était accompagné de son proche camarade, Adibhatla Kailasam, qui est aussi tombé sous les balles de la police.

Peu après ceci, le ministre de l'Intérieur de l'Andhra Pradesh de l'époque, K. Vengal Rao, a déclaré avec confiance que le mouvement du CPI(M-L) dans sa province était écrasé. Bien que Vengal Rao, dans son annonce de la mort de Satyanarayana et Kailasa lors d'une conférence de presse à Hyderabad, ait déclaré qu'ils avaient été « tués dans une rencontre armée », ce n'était presque un secret pour personne qu'ils avaient été tués après leur arrestation, selon le scénario habituel devenu à ce moment-là constant dans les opérations anti-CPI(M-L). Avec l'élimination des dirigeants, et la démoralisation qui en résultait parmi les rangs de combattants, il était plus facile pour la police de se rapprocher progressivement et d'occuper les zones rouges d'autrefois.

Pour isoler les masses de Girijans des guérilleros, les autorités ont eu recours à la politique vietnamienne de l'installation de « hameaux stratégiques », déplaçant des villages entiers vers de nouvelles régions, dans l'espoir de disperser la base de masse du CPI(M-L). Une dépêche UNI du 22 novembre 1970 disait :

25 familles de Girijans se composant d'un total de 600 membres ont été évacuées de leurs villages et installées dans les villages de Ramabhadrapuram, Jammivalasa et Peddabalibanda... Le gouvernement a pris cette mesure pour détourner les Girijans de l'influence naxalite.

Fin 1970, les prêteurs sur gage et les marchands des plaines étaient de retour dans les collines des zones de l'agence du Srikakulam pour reprendre leur opération sous la protection des camps de la police. [11]

Quatre ans plus tard, une correspondante faisant la visite d'un des hameaux stratégiques - Ramabhadrapuram - a rapporté l'état critique des habitants tribaux dans les termes suivants : « Les règles de séjour dans le centre sont strictes. Les tribaux doivent être rentrés à la tombée de la nuit. Il n'y a pas de sirène pour les avertir du couvre-feu mais les baïonnettes de la police en haut des collines poussent les flâneurs à rentrer. » Elle a découvert que les tribaux devaient aller travailler sur les terres qui étaient dans leurs anciens villages d'où ils avaient été déplacés et qui étaient à des miles de Ramabhadrapuram. Puisqu'ils ne pouvaient pas passer la nuit dans leurs anciens villages et devaient revenir au centre au crépuscule, ils étaient obligés de laisser le blé à maturation dans les champs sans surveillance, souvent à la merci des cochons sauvages et des autres animaux. Elle a cité un fonctionnaire des revenus qui aurait rapporté que les tribaux « vendent maintenant les produits forestiers aux shahukars et une fois de plus, ils sont à leur merci ». Même lorsque les tribaux sont autorisés à aller dans leurs anciens villages, leurs enfants sont retenus au centre, comme otages, afin que leurs parents ne puissent pas avoir l'idée de s'échapper. La correspondante a cité le Special Deputy Collector qui admettait : « Les tribaux commencent à être mécontents ». [12]

Autrefois, l'État indien venait à la protection des intérêts féodaux en envoyant la police quand les paysans se révoltaient. A ce moment-là, il a fait un pas en avant en créant des « villages » pour eux - réserves de chasse remplies de proies idéales pour la chasse.

Srikakulam - 1970

Mais à Srikakulam, à la mi-1970, les doutes quant à la tactique recommandée par les dirigeants ont augmenté avec la perte régulière d'importants dirigeants et cadres et la fermeture progressive de l'état de l'ennemi.

Deux importants dirigeants de la région - Appalasuri et Nagabhushan Patnaik - sont allés à Calcutta en juillet 1970, pour communiquer l'état d'esprit de l'organisation locale du parti à Charu Mazumdar. Cependant, ils n'ont pas pu retourner dans l'Andhra Pradesh pour transmettre le message de Charu Mazumdar à leurs camarades, étant donné qu'ils furent arrêtés à Calcutta.

Dans un message à ses camarades à Srikakulam, Charu Mazumdar a dit :

Donnez des droits démocratiques à toutes les brigades. Laissez-les établir leurs propres plans et laissez-les les mettre en oeuvre avec succès. Formez de petites brigades, répandez-les dans toute la région. Donnez envie à tout le monde de venger chaque goutte de sang. Proposez vos mains pour coopérer avec les gens...

Il a préconisé que les petites brigades de guérilleros n'attaquent pas seulement les ennemis de classe, mais qu'elles anéantissent les policiers et s'emparent de leurs fusils et constituent ainsi une armée populaire partout au Srikakulam. « Ralliez les masses pour qu'elles coopèrent activement », a-t-il dit. « Employez toutes les tactiques - depuis la tromperie de l'ennemi avec de faux rapports jusqu'au meurtre de l'ennemi par empoisonnement ».[39]

Pour inspirer le rêve de prise de pouvoir aux masses, il a suggéré d'expérimenter l'idée de « comités révolutionnaires » qui seraient des gouvernements sous forme embryonnaire. « Formez des comités révolutionnaires dans chaque village. Ces comités révolutionnaires seront notre pouvoir d'État. Suivez toutes les directives des comités révolutionnaires et enseignez aux autres de s'y conformer ». Expliquant les rapports du parti avec ces comités, il a dit :

À moins qu'il n'y ait de très graves déviations, le comité de parti ne devrait pas intervenir. Ce n'est que comme ça que le pouvoir d'État du comité révolutionnaire pourra être instauré et se développer. La majorité des membres du comité révolutionnaire devraient être pris à l'extérieur du parti - ceux qui sont des paysans pauvres et des paysans sans terre et ceux qui essaient sincèrement de comprendre et de mettre en oeuvre les politiques du parti. Les rapports entre l'unité du parti et le comité révolutionnaire seront intimes et amicaux - comme les deux mains d'une personne. Que tout le monde suive sa directive...[Ibid.]

Mais les cadres à Srikakulam, ou du moins une partie assez importante d'entre eux, n'avaient aucune envie de tenir compte des conseils de Charu Mazumdar. Un document préparé par le Srikakulam Regional Committee (Marxist-Leninist) daté de novembre 1970 cherchait à concevoir un nouveau programme. Il disait : « Nous avons fait quelques erreurs tactiques. Nous essayons de rectifier ces erreurs ». Le nouveau programme changeait d'orientation et mettait l'accent sur les actions impliquant une participation des masses et essentiellement basées sur des exigences économiques. Dans le document, il était formulé que :

Nous avons décidé de mobiliser la population sous la direction du CPI(M-L) pour combattre toutes les sortes d'exploitation. L'appropriation de la terre excédentaire et de terre illégalement occupée par les propriétaires fonciers, le refus de payer les intérêts de prêts usuraires, l'appropriation des réserves de céréales détenues par les propriétaires fonciers et la vente de ces céréales à des prix justes, le refus de payer les prétendues cotisations perçues par les fonctionnaires des impôts du département forestier -

ce sont quelques-unes des questions sur lesquelles il faut que la population se batte ... La population doit être mobilisée pour s'approprier la récolte actuelle.

[13]

Les fidèles partisans de Charu Mazumdar qui, plus tard, ont réorganisé le Andhra State Committee du CPI(M-L), ont réprimandé le comité de district du Srikakulam parce qu'il tentait de « reculer d'un pas et de mobiliser les gens sur des questions économiques ». [14]

Par conséquent, vers la fin de l'année 1970, le mouvement révolutionnaire au Srikakulam avait subi un net revers. L'ennemi, capable de tout dans sa nature impitoyable, avait réussi à prendre pied de manière chancelante au Srikakulam. Peu sûrs et pris de panique au milieu des Girijans bouillant d'une rage réprimée, les policiers ont lancé une campagne de tyrannie et d'intimidation. Des arrestations en masse s'en sont suivies. Les tribaux furent entassés dans les sales cellules des prisons et gardés là indéfiniment sans nourriture ni eau suffisante. Dans une fureur assoiffée de sang, le gouvernement a semé la mort dans les villages des Girijans.

Décapités de leurs hauts dirigeants, les dirigeants de second rang du mouvement à Srikakulam se sont retrouvés divisés politiquement et pourchassés avec acharnement par des bandes de policiers féroces.

Bilan de la lutte à Srikakulam

Pourquoi le mouvement à Srikakulam, qui s'est déclenché avec de telles grandes espérances et est parvenu à instaurer un certain pouvoir rouge, a-t-il perdu la bataille ?

Une analyse approfondie des causes de l'échec devra attendre la révélation de l'histoire complète par les participants eux-mêmes, dont beaucoup se morfondent aujourd'hui en prison. Nous pouvons au mieux hasarder quelques suppositions.

Premièrement, examinons comment les ennemis de la lutte - l'administration policière - ont expliqué l'effondrement. Selon une analyse faite par un fonctionnaire de police haut placé en charge de la répression du mouvement :

... les dirigeants ont fait une série de mauvais calculs. Ils croyaient qu'une fois la révolte déclenchée et les résultats exposés, la population tribale toute entière dans les collines et les pauvres ouvriers agricoles sans terre dans les plaines les rejoindraient. Dans ceci, ils se sont profondément trompés. Deuxièmement, les tribus sont par trop simples pour comprendre les nuances d'une « révolution »... Même les mille et quelques Girijans qui ont plongé dans le mouvement ont été influencés par Vempatapu Satyanarayana en qui ils avaient une confiance absolue. Ils n'avaient que faire des grandiloquentes abstractions qui coulaient à flot si facilement des lèvres des organisateurs naxalites purs et durs. Troisièmement, les naxalites n'ont pas réussi à tenir compte de la puissance de feu supérieure de la police. Les bombes rudimentaires, les armes qu'on charge par le canon, les haches, les lances et les flèches ne font pas le poids contre les fusils. Une fois que la police se déplaçait en force, les pauvres tribaux n'avaient pas la moindre chance. Les policiers furent assez impitoyables dans leurs opérations. Sur la moindre présomption, ils font feu et ce faisant, tuent beaucoup d'innocents. Quatrièmement, le sort des Girijans est pitoyable. Ils sont pris dans un cercle vicieux. S'ils aident la police, ils sont certains de s'attirer les foudres des naxalites, et si ils sont assez concernés pour donner asile à n'importe quel soupçonné naxalite, la police leur mène la vie dure...

[15]

L'évaluation toute entière est teintée de l'arrogance suffisante d'un policier, née de la séparation d'avec les masses. Néanmoins, elle éclaire involontairement, et souvent par voies de conséquences inconscientes, sur certains facteurs - l'incapacité des insurgés à étendre le mouvement aux plaines, et l'offensive

policière préméditée et impitoyable.

Parmi les révolutionnaires communistes, il y avait deux évaluations différentes. Une série d'arguments soulignaient que les insurgés avaient pris l'ennemi à la légère, non seulement stratégiquement, mais aussi d'un point de vue tactique ; que, bien que leur compréhension fut correcte jusqu'à un certain degré, ils avaient mordu la poussière à cause de la ligne aventuriste de la direction centrale ; qu'ils n'étaient pas parvenus à tirer parti des contradictions parmi les ennemis de classe en raison de la « politique erronée d'anéantissement de tous les ennemis de classe » ; qu'ils n'avaient pas pris en considération le fait qu'une partie des propriétaires fonciers rejoindrait certainement la révolution démocratique ; qu'ils n'auraient dû anéantir les ennemis de classe ou confisquer leurs biens que quand il y avait une participation populaire, et pas en comptant sur les actions des brigades ; que, étant donné que dans le passé, les insurgés n'avaient pas mené de luttes économiques dans certaines régions, la population de ces régions n'a pas pris part aux actions ; qu'ils avaient eu tort de déclencher la lutte armée dans les plaines étant donné que les gens n'étaient pas prêts ; qu'ils n'auraient pas dû déclencher la lutte armée avant de s'être procurés des armes modernes. [16]

Les partisans de Charu Mazumdar rejetaient ces arguments comme étant l'expression d'une « compréhension révisionniste ». Dans un document ultérieur, ils ont attiré l'attention sur les échecs, affirmant que les brigades n'avaient pas réussi à s'emparer des armes à feu de l'ennemi à temps, et qu'aucune tentative sérieuse n'avait été faite pour construire une armée rouge. [17]

Abordant les détails du mouvement, le Andhra State Committee a reconnu :

... Nous avons souffert de la mauvaise conception selon laquelle les collines et les forêts suffisaient pour créer des zones libérées... Nous avons concentré tous les camarades disponibles dans une zone parce que la direction était atteinte de l'idée utopique qu'une zone libérée pourrait bientôt être créée... Nous en avons mobilisé un grand nombre dans chaque action. (Dans un bon nombre d'actions dans les zones de plaines, le nombre de membres de brigade variait de 25 à 75) [18] ... Comme nous n'étions pas lucides au sujet des objectifs de notre lutte dans les zones de plaines, nous avons suivi de mauvaises méthodes de lutte. Nous n'avons pas totalement comptés sur les classes de base. Ce sont les causes de notre échec à étendre notre lutte aux zones de plaines...

En ce qui concerne la composition de classe de l'organisation du parti à Srikakulam, le document révélait :

Notre parti est encore aujourd'hui dominé par les petits-bourgeois. Nos cadres sont essentiellement petits-bourgeois. Même aujourd'hui, les villages de paysans pauvres et de paysans sans terre ne sont pas les centres de notre activité... Dans les villages, nous nous abritons toujours dans les maisons des petits-bourgeois et des paysans riches, et nous nous enquérons si un quelconque paysan pauvre est disposé à « collaborer » avec nous.

Le State Committee avouait également qu'il était souvent éloigné des combattants du Srikakulam, déclarant que :

... un grand nombre de camarades furent envoyés à Srikakulam en provenance des zones de plaines. Mais le parti n'avait aucun contrôle sur l'arrivée et le départ soudain de ces camarades. Le parti n'avait aucune estimation quant à la nature et à la quantité d'aide de l'extérieur dont avait besoin Srikakulam et n'avait pas d'opinion claire sur le genre de cadres qui répondraient exactement aux exigences de la lutte à Srikakulam... Cela montre le fait que nous n'avons pas reconnu la nécessité de planification et de prévoyance. En conséquence, nous avons traîné derrière les événements. Dans la pratique, nous avons souffert de ce genre de spontanéité.

Un autre point intéressant qui fut mis sur le tapis pendant ces débats internes du parti en ce qui concerne l'échec à Srikakulam fut la question de savoir si tous les propriétaires devaient être attaqués, ou si seuls les méchants devraient être pris pour cible. Au cours du mouvement, la direction à Srikakulam a déclaré dans une brochure : « Une partie des propriétaires fonciers rejoindra la révolution démocratique, et aucune force au monde ne peut les empêcher de rejoindre notre révolution » [19] En conséquence, certains propriétaires fonciers s'en sont tirés après qu'on leur ait fait découvrir les politiques du CPI(M-L) ; il y eut également des tentatives pour découvrir des contradictions parmi les propriétaires fonciers et en profiter. [20]

Plus tard, le Andhra State Committee s'est vivement et ouvertement déclaré contre ces tendances, et a déclaré qu'il était nécessaire de créer une terreur rouge « pour empêcher les propriétaires fonciers d'habiter dans les villages ». Les défenseurs de cet argument n'étaient apparemment pas enclins à faire preuve d'une quelconque indulgence pour n'importe quel propriétaire foncier, tout sympathique puisse-t-il avoir l'air, et étaient déterminés à débarrasser les villages de tous les propriétaires fonciers pour en faire des « zones libérées » dans le vrai sens du terme, soit en les anéantissant, soit en les chassant. Ils avaient probablement en tête les conseils de Mao Zedong : « Tout ce qui est réactionnaire est pareil, si on ne le frappe pas, il ne s'effondrera pas. C'est comme de balayer par terre ; en règle générale, là où le balai n'arrive pas, la poussière ne disparaîtra pas d'elle-même ». [21]

À partir de toutes ces évaluations, il est clair que les révolutionnaires ne pouvaient pas s'implanter fermement dans les plaines. Ils avaient également tendance à rester dans les collines en raison de l'avantage temporaire de la nature inaccessible du terrain, et à les consolider en tant que zone de base.

Dissentiment en provenance du Bihar

Alors que la confusion idéologique saisissait les révolutionnaires de Srikakulam et constituait une menace pour l'unité du CPI(M-L), un autre fossé augmentant le schisme est apparu sous la forme d'une résolution adoptée par le Bihar State Committee du CPI(M-L) en septembre 1970.

La résolution rédigée sous la direction de Satyanarain Singh critiquait âprement la direction centrale du parti et sans le nommer, rejetait complètement la responsabilité des échecs récents sur Charu Mazumdar. Le Bihar Committee, comme l'Andhra State Committee, cherchait à faire une distinction entre les riches ruraux notoires et les bienveillants. Elle disait qu'en suivant les remarques de Mao Zedong sur les paysans riches, les révolutionnaires communistes du Bihar avaient été en mesure de neutraliser une section assez considérable des riches ruraux sans avoir recours à l'anéantissement. Le Bihar Committee suggérait également un programme différent pour les villages et pour les villes. La résolution déclarait :

À ce stade, la nature du travail dans les villages et dans les villes sera différent. Dans les villes, le parti devra travailler clandestinement pendant longtemps, obtenir des renforts, attirer la masse urbaine vers la révolution et diriger l'action armée défensive. Le parti n'entreprendra des actions offensives que dans les villages. Le travail urbain complètera la lutte armée dans les villages.

À ce sujet, les comités insistaient également sur la nécessité de préserver les cadres et d'éviter le sacrifice inutile. [22]

Le plus gros de la critique du Bihar Committee attaquait le fonctionnement de la direction centrale du parti. D'une part, elle accusait le centre « d'autoritarisme » et d'autre part, de ne tenir aucun compte de la nécessité d'un fonctionnement centralisé par la décentralisation de l'organisation. Le sous-entendu était clair. La tentative des partisans de Charu Mazumdar de l'asseoir en tant qu'autorité révolutionnaire devant être suivie inébranlablement était mal supportée. L'insistance de Charu Mazumdar à vouloir accorder des droits démocratiques aux brigades et à encourager l'initiative individuelle était ressentie comme une incitation indirecte pour les cadres à contourner les dirigeants immédiats - le comité d'état ou le comité régional.

Charu Mazumdar s'est empressé de répondre aux critiques. Rejetant l'opinion du Bihar Committee selon laquelle le parti devrait combattre « l'opportunisme de gauche », il a affirmé que « le révisionnisme est

toujours la déviation principale parmi la majorité des membres du parti et ce révisionnisme fait obstacle à une plus ample poursuite de notre lutte ». Au sujet des relations avec les riches ruraux, il a réaffirmé que ce serait des rapports de lutte puisque les riches paysans se livraient principalement à l'exploitation féodale, et que sans les combattre, on ne pourrait pas convaincre les paysans moyens indécis. Quant à l'anéantissement, il considérait que l'élément principal qui devait être pris en considération lorsqu'une décision d'anéantissement devait être prise était « la haine de classe des paysans pauvres et des paysans sans terre ». « Si à n'importe quelle occasion » a-t-il dit, « les paysans pauvres et les paysans sans terre insistent pour anéantir un paysan riche, il ne faut pas chercher la raison dans la base de classe de ce paysan riche ; elle devra être trouvée dans son attitude politique et dans ce cas, l'anéantir sera correct'.

[44] Quant à la différence entre le travail dans les villes et les régions rurales, Charu Mazumdar se refusait à le classer comme « défensif » et « offensif ». Selon lui, la seule différence était qu'il était possible de s'emparer du pouvoir et de mettre en place un gouvernement populaire dans les villages, alors qu'une situation similaire ne pourrait se produire que si les villes étaient encerclées par l'armée populaire. Mais dans les villes, « les travailleurs et les opprimés ont parfaitement le droit de se révolter. Plus nous luttons contre le révisionnisme, plus les masses ouvrières se révolteront et s'engageront dans la lutte dans les villes. Les cadres qui émergeront de ces luttes et révoltes éprouveront une forte envie d'aller dans les villages, de s'intégrer avec les paysans pauvres et les paysans sans terre et seront à même de rejoindre la lutte armée des paysans pour la prise du pouvoir politique ». Il repoussait également la proposition d'auto-préservation, et affirmait que la guérilla renfermait aussi bien les aspects d'auto-préservation que d'élimination de l'ennemi. Admettant la nécessité de lutter contre la tendance au travail légal qui survenait souvent après une certaine intensification de la guérilla, il avertissait que sauf si l'accent était mis sur l'auto-préservation, cela ferait valoir le révisionnisme qui se trouvait toujours parmi les cadres et les dirigeants.

[Ibid.] En venant à l'allégation principale concernant l'autoritarisme et la décentralisation du travail du parti, Charu Mazumdar a expliqué qu'un fonctionnement centralisé n'était pas possible au beau milieu de la « guerre civile » qui faisait rage dans le pays. « Il n'est pas possible d'avoir des séances régulières du comité central ou du Politburo ; cela implique tellement de risque qu'il ne faut pas le prendre ». Il estimait en outre que le fonctionnement centralisé affaiblirait l'initiative des membres du parti qui à son tour affaiblirait la capacité d'offensive du parti. Mais en même temps, il soulignait la nécessité de centralisme dans la mise en oeuvre de la ligne politique du parti, dans l'explication de la politique du CPI(M-L) à chaque membre du parti. Ce qu'il voulait dire était que la ligne de la politique centrale devrait être uniformément suivie à tous les niveaux. Cependant, ceci n'évite pas la nécessité ou la possibilité de débat démocratique à divers niveaux. Charu Mazumdar a dit :

Puisque le comité central ne pouvait pas siéger, nous avons donc formé des bureaux zonaux avec des membres du comité central dans chaque zone, et nous avons donné le droit aux bureaux d'inviter n'importe quel membre aux réunions des comités zonaux afin que tous les membres du comité central puissent exprimer leurs opinions et leurs critiques au sujet du centre. Nous avons également garanti que toute résolution qui pourrait être adoptée contre le centre soit distribuée dans tout le pays, pour que la compréhension s'améliore.

[Ibid.] Alors que tout ceci semble démocratique en théorie, dans la pratique, dans un grand nombre de régions, le désir de ses partisans d'élever Charu Mazumdar au statut d'autorité suprême, dont les mots devaient être dogmatiquement suivis, indépendamment du contexte dans lequel il les prononçait, a en fait doublé les obstacles et diminué de moitié les possibilités de débat démocratique aux réunions du parti. À un moment, en raison de l'atmosphère créée, personne n'osait faire opposition à ce qui s'était déjà révélé être des exagérations dans les positions pseudo-révolutionnaires de peur d'être accusé d'un manque de ferveur révolutionnaire, ce qui, dans les circonstances de l'époque, n'était pas loin d'une accusation de soutien aux ennemis. Bien sûr, de telles situations n'étaient pas propres au seul mouvement communiste indien. Pas plus tard qu'en 1956, il a fallu que Mao Zedong mette en garde contre cette tendance dans son pays en disant : « Certains camarades ont les idées un peu confuses et n'osent pas dire qu'ils sont

réalistes à cause de la vilaine étiquette de conservatisme et d'opportunisme de droite ». [23] Cependant, en 1970 en Inde, une tendance semblable a exercé une influence funeste sur la trajectoire du mouvement. Comme Ashim Chatterjee, qui était un des pionniers du mouvement de Debra-Gopilballavpur, devait l'admettre plus tard : 'Depuis un an et demi, l'emploi des mots 'révolution agraire' a presque disparu de notre parti... Chaque effort pour organiser des mouvements de masse a été qualifié de 'révisionniste'... » [24]

Finalement, en octobre 1971, Charu Mazumdar lui-même a dû intervenir et informer ses partisans : « Il y a une lutte entre deux lignes dans le parti, et elle va rester. La lutte devra être menée de façon raisonnée... » Il a ajouté que « les pleins droits démocratiques » devraient être accordés à tous les membres du parti pour « émettre leurs opinions et leurs critiques ».[64]

Inquiétudes à Midnapur

Pour en revenir à la situation en 1970, un sentiment d'incertitude saisissait aussi les organisateurs du parti dans d'autres zones de lutte, alors que les pertes augmentaient.

L'état d'esprit se manifeste clairement dans une lettre écrite à cette époque par Ashim Chatterjee à Charu Mazumdar, où il décrivait ses sentiments après que trois guérilleros de la zone, en revenant d'une action après avoir exécuté un ennemi de classe, aient été abattus par des truands engagés par les propriétaires fonciers. « J'ai demandé à mes camarades » a-t-il écrit, « qu'ils sacrifient leurs vies pour organiser Keshpur. Les camarades y sont allés et ont donné leurs vies. La responsabilité de demander à d'autres de donner leur vie est insupportable. Je veux savoir où nous nous trompons ». [25]

Dans sa réponse, Charu Mazumdar a compatie à la douleur et à la peine éprouvée par son camarade ; mais il lui a rappelé : « Chaque blessure qui nous est infligée est douloureuse et de cette souffrance sont nées la force pour un sacrifice plus grand et la haine la plus violente qui soit contre l'ennemi - lorsque la pensée du président est insufflée dans ces deux-ci, l'homme nouveau voit le jour... » Il a reconnu qu'il y avait peut-être eu des erreurs, mais que l'heure n'était pas au repentir, « c'est le moment de s'embraser comme le feu, de rembourser dans le sang la dette du sang ». Quant aux erreurs, il a hasardé la conjecture que « les différends entre les tribaux et les autres » ont peut-être été le défaut « dont les ennemis de classe ont profité pour être en mesure de s'unir ».[37]

Mais ni son réconfort ni son avis ne pouvaient apparemment endiguer la vague de méfiance et d'appréhension qui gagnait les cadres dans la région. La mort des camarades, les uns après les autres, allait pousser les dirigeants de la région à mettre en doute l'efficacité de la tactique recommandée par le centre. Comme Ashim Chatterjee allait le dire plus tard :

Nous sommes en pleine lutte armée dans notre région. Nous devons combattre l'ennemi cruel à chaque instant. Ici, aucune position politique n'est un débat d'intellectuels à la mode ni une inoffensive question d'articles bien écrits. Ici, toute erreur politique se traduit immédiatement dans le langage du sang et les corps en sang sans vie de nos camarades bien-aimés mettent le doigt sur nos erreurs.

[26]

En dehors de la question des victimes, des points de divergence plus fondamentaux se sont dégagés au cours de la lutte de ligne entre les révolutionnaires de Midnapur et la direction centrale. En 1971, repensant à la situation dans la région en 1970, Ashim Chaterjee allait dire :

Nous ne pouvons pas être d'accord avec la position du camarade Charu Mazumdar sur la nature de la révolution indienne. Nos dirigeants de parti ont rejeté la théorie du développement inégal de la révolution en Inde... D'après notre petite expérience dans la zone frontalière, nous avons constaté qu'à chaque fois que nous avons tenté de diriger les luttes simultanément à travers toute la région

frontalière, nous avons échoué...

Les révolutionnaires de Midnapur ressentait le besoin d'une zone de base stable. Ashim Chaterjee a dit :

Jusqu'ici, nous avons tué 120 ennemis de classe... Nous sommes prêts à tuer 120 ennemis de classe supplémentaires ou encore plus, mais à chaque anéantissement, nous ressentons de plus en plus la nécessité d'établir une zone de base. Sinon, chaque anéantissement devient une charge inutile. [En conséquence, il estimait que] dans notre parti et dans nos brigades, la politique d'une force mobile dissidente pointe son nez. La ligne toute entière se réduit à cette ligne de vagabonds.

[27]

Beaucoup plus tard, en analysant les causes de l'échec à Midnapur, Charu Mazumdar allait dire : « Il n'y a qu'une raison. Là-bas, la direction était entre les mains de la petite-bourgeoisie. La direction des paysans pauvres et des paysans sans terre n'était pas instaurée. Les paysans pauvres et les paysans sans terre n'étaient pas politiquement éveillés ».[67] Ceci est aussi confirmé par Ashim Chaterjee. Dans le document de juillet 1971 qui a déjà été cité plus tôt, il disait :

Des 40 000 paysans qui se trouvaient avec nous au départ, à l'exception de quelques-uns, les autres ne sont plus que des sympathisants passifs... Malgré la liquidation de 120 ennemis de classe, malgré nos efforts incessants, le nombre de paysans pauvres et de paysans sans terre dans notre troupe de guérilleros n'a pas augmenté.

Il n'était cependant pas disposé à trouver une trace d'échec dans l'incapacité de la petite-bourgeoisie à s'intégrer à la paysannerie pauvre et sans terre, mais s'en prenait à la politique du parti conseillée par le centre : « ... la politique séduit les étudiants, les jeunes, les petits-bourgeois, les bandits et le lumpenprolétariat. Elle est proche de leurs tendances naturelles... »

Les disputes sur la zone de base et la mobilisation des paysans allait, un an plus tard, prendre une place importante entre les deux lignes au sein du CPI(M-L), et aboutir à une rupture.

Autres groupes révolutionnaires

Pendant ce temps, les groupes à l'extérieur du CPI(M-L) avançaient péniblement sur leurs voies distinctes, expérimentant des tactiques différentes.

Au Telengana, le Revolutionary Communist Committee (RCC) dirigé par Nagi Reddy a, comme mentionné auparavant, rejeté la voie de « l'anéantissement des ennemis de classe » et a préféré la tactique d'occupation et de redistribution des terres, suivie d'une autodéfense armée, à celle des actions offensives. Mais l'état faisait peu de distinction dans la manière de traiter le mouvement du CPI(M-L) et les actes d'autodéfense du RCC. Comme à Srikakulam, les villages qui étaient les sièges du RCC au Telengana furent aussi encerclés, fouillés et brûlés, les villageois passés à tabac, et leurs dirigeants, s'ils étaient attrapés, étaient souvent abattus par la police sans aucun jugement. Ainsi, Battula Venkateswara Rao (est-ce là le même Bathulu Venkateshwaralu de Khammam, qui était licencié en droit et ancien président de l'Andhra Pradesh Student's Federation, qui selon certains rapports avait été abattu par la police en décembre 1969 ?) qui était à la tête des opérations de guérilla dans la zone de Khammam, fut attrapé avec deux autres, à proximité de Gondigudem, dans le district de Khammam, torturé par la police pendant deux jours, conduit inconscient dans les collines près de Aswaraopet et abattu. [28]

Les principaux dirigeants du RCC, Nagi Reddy, Devulpalli Venkateswara Rao - un vétéran de la lutte au Telengana entre 1946 et 1951, et quatre autres membres du RCC, furent appréhendés par la police de Madras dans les premières heures du 19 décembre 1969, alors qu'ils étaient occupés à tenir une réunion clandestine dans une maison à Madras. Chandra Pulla Reddy, un membre important du comité provincial du RCC, qui allait plus tard jouer un rôle significatif dans les polémiques du groupe, a échappé à l'arrestation. Un nouveau comité provincial fut formé en juin 1970, dans lequel il occupait une position de dirigeant. Mais les différends n'ont pas tardé à se développer entre le comité régional et les dirigeants du RCC emprisonnés. En fait, il y a tout lieu de croire que plus tôt, Nagi Reddy et Devulapalli Venkateswara Rao avaient accusé Pulla Reddy de suivre la tactique de Charu Mazumdar, et avaient décidé de prendre des mesures contre lui.

Les différends se concentraient autour de la tactique. Alors que le comité en prison était partisan d'occuper et de redistribuer la terre d'abord avant de commencer la lutte armée, le groupe de Pulla Reddy voulait prendre les armes pour la propre protection des cadres au cours des luttes sur les revendications économiques. Faisant référence à l'insistance du Immediate Programme sur l'occupation de la terre et sa redistribution, le groupe de Pulla Reddy indiquait :

L'occupation des terres des propriétaires fonciers par la population sur une grande échelle et dans des zones étendues dépend principalement de l'empressement et de la détermination des gens à prendre directement part à la lutte armée. La population occupera les terres des propriétaires fonciers dans des zones étendues lorsqu'elle prendra conscience de la force de nos brigades armées et aura confiance en leur résistance face aux forces armées du gouvernement et quand elle sera sûre et bien décidée à pouvoir défendre et conserver ces terres.

[29]

Vers la mi-1970, l'Andhra Pradesh Revolutionary Communist Committee a déclaré que les guérilleros avaient « libéré » une région de 7 000 à 8 000 miles carrés dans le région du Telengana, comprenant une population de 500 000 à 600 000 personnes. Mais les révolutionnaires n'ont pas pu accroître la zone. En mars 1971, le gouvernement de l'Inde a envoyé environ 10 000 membres de la force paramilitaire très bien équipés en armes et munitions qui ont réussi à déblayer les « bases rouges » au Warangal, au Khammam et au Karimnagar en abattant ou en arrêtant les dirigeants et leurs cadres. Ici aussi, comme à Srikakulam, la population toute entière des villages fut déplacée ailleurs, vers des « hameaux stratégiques ».

En 1973-1974, des groupes de guérilleros armés isolés qui avaient pu s'échapper opéraient dans les collines et les forêts du Telengana, menaçant les propriétaires fonciers et percevant des paiements de protection de leur part.

Un groupe similaire de révolutionnaires a fait les gros titres de tous les journaux en Inde en mai 1970. A peu près 60 jeunes parmi lesquels quelques femmes, étaient suspectés par la police d'avoir attaqué un commissariat de police dans la région de Ruam, à proximité de Jamshedpur au Bihar. Ils furent arrêtés dans l'inaccessible forêt de Jaduguda, après une semaine d'intenses recherches de la police à l'aide d'hélicoptères. Une des accusées dans ce qui a fini par être connue comme l'affaire Jaduguda Naxalite Conspiracy était une femme britannique de 26 ans - Mary Tyler. Le groupe se faisait appeler le Revolutionary Communist Council of India et selon leurs brochures, devait fidélité au marxisme-léninisme et à la pensée de Mao.

Le CPI(M-L) à la croisée des chemins

À travers toutes ces vicissitudes depuis fin 1969, Charu Mazumdar s'est accroché. Grâce à des articles, des messages, des lettres et des conférences depuis sa cachette clandestine, il s'est efforcé de propager ses opinions et de récuser ses critiques.

Dans cette entreprise incessante qui était la sienne, il était aidé par Saroj Dutta, qui devait plus tard

devenir le secrétaire du West Bengal Provincial Committee du CPI(M-L), dont la plume au vitriol s'en prenait impitoyablement aux critiques de la ligne officielle dans les colonnes de *Deshabrati*. Dans une lettre à un camarade emprisonné écrite vers la fin 1970, Saroj Dutta a laissé présager la scission à venir. Faisant référence à la critique de Satyanarain Singh, il a dit : « Charu Mazumdar prend ses dispositions pour combattre cette agression, et en la combattant, il a l'intention d'établir fermement sa position révolutionnaire, la ligne révolutionnaire du congrès du parti ». Soutenant que le combat ne pouvait pas être évité, il a conseillé à son camarade : « Ne sois pas triste à cause de l'imminente rupture de l'unité. Une nouvelle unité révolutionnaire se forge, détruisant l'ancienne... »

Pendant ce temps, Charu Mazumdar martelait ses vieilles opinions - élever les paysans pauvres et les paysans sans terre au rang de dirigeant, l'expansion de la campagne d'anéantissement et la création de comités révolutionnaires. Certaines de ses déclarations et de ses écrits au cours de cette période évoquaient une certaine partialité dans son approche des problèmes. Toute son insistance semblait souvent porter sur la tactique d'anéantissement à l'exclusion d'autres formes telles que les mouvements de masse, dont il avait précédemment reconnu la nécessité. Parfois, ses déclarations avaient l'air contradictoires. Mais il se peut que ce qui nous semble maintenant être des contradictions aient été des changements rapides d'orientation d'un point à un autre en réponse aux événements fugaces, l'un étant rapidement sur les talons de l'autre. Pendant toute cette période, Charu Mazumdar était comme un homme pressé, trop poussé par l'allure rapide des événements pour avoir les moyens d'être toujours cohérent.

Pourquoi la tactique d'anéantissement prend-elle une dimension si prépondérante dans les pensées de Charu Mazumdar ? Durant cette période, plus ses critiques les attaquaient, plus il les réaffirmait d'un ton résolu. Était-ce de peur que, à cette époque dominée par la terreur blanche, toute minimisation de la tactique ne puisse conduire au repli de la lutte armée ? Redoutait-il que toute discussion au sujet des mouvements de masse sur des revendications économiques - les autres phases de la lutte armée - ne puisse inciter les combattants, devant la répression massive, à glisser insensiblement vers les voies sans danger de l'économisme ?

Quelles qu'aient pu être les raisons, le fait d'accorder trop d'importance à l'anéantissement a abouti à une simplification excessive de l'interprétation de la doctrine. Ses partisans ont souvent réduit toute sa doctrine à la pratique du meurtre isolé d'un propriétaire foncier ou d'un policier, pratique séparée de toute tentative de mobilisation massive pour la prise du pouvoir, ni avant ni après l'action. Voilà pourquoi, même après le congrès du parti, durant tout le reste de l'année 1970, il y eut des actions dans différents états (rien qu'au Bengale occidental, en octobre 1970, environ 150 « ennemis de classe » avaient été anéantis), une forme rudimentaire de pouvoir populaire n'a pu être constituée nulle part comme ça avait été possible à Srikakulam ou à Debra-Gopiballavpur. Ses partisans ont répondu sans réserve à son appel : « Vous devez porter vers l'avant la lutte pour l'anéantissement des ennemis de classe ».[36] Mais ils n'ont tenu aucun compte de son appel :

... il est nécessaire de sensibiliser la population à la pensée politique. Opprimé par des milliers d'années d'exploitation et d'oppression, l'homme aujourd'hui veut la liberté, veut la révolution. N'hésitez pas à lui présenter la politique. Seule la politique de la prise du pouvoir peut provoquer des remous dans l'univers de ses pensées...[38]

Bien sûr, Charu Mazumdar saluait les actions isolées, jusqu'à la moindre anéantissement d'un ennemi de classe dans un état éloigné. Malgré qu'elles puissent sembler insignifiantes à ce moment-là, il espérait qu'elles pourraient créer des lieux de lutte armée qui pourraient devenir des zones libérées dans un proche avenir. Beaucoup plus tard, vers la fin 1971, il allait attirer l'attention sur les erreurs qu'étaient les actions séparées d'une propagande politique. Concernant Midnapur, il a ensuite dit : « Il est tout à fait possible qu'il puisse n'y avoir aucune action au Midnapur pendant six mois. Il n'y a pas de perte s'il n'y a pas d'action. Ce qui est nécessaire, c'est d'apporter la politique au cœur des masses... »[69]

Vers la fin 1969, au sujet des mouvements de masse et des organisations de masse, il a écrit : « La paysannerie révolutionnaire a prouvé par sa lutte que ni un mouvement de masse ni une organisation de masse ne sont indispensables pour mener la guérilla ».[28] C'est là une tendance à reléguer les

mouvements de masse et l'organisation de masse à des éléments dont on pouvait se passer. Mais en 1967, en réponse à la question - « En ce moment, n'y a-t-il pas besoin que les paysans organisent des mouvements de masse en fonction de revendications partielles ? » il fut catégorique : « Le besoin est assurément là, et le restera également à l'avenir ».[8] Que s'était-il passé dans l'intervalle pour justifier le changement de ton ? Était-ce l'expérience après la répression à Naxalbari et à Srikakulam que « l'organisation de masse et le mouvement de masse augmentent la tendance au mouvement légal basé sur l'économisme et exposent les travailleurs révolutionnaires à l'ennemi ? »[28]

Durant cette période, Charu Mazumdar était de plus en plus enclin à croire que les paysans étaient prêts à prendre les armes dans tous les coins de l'Inde, par opposition à sa précédente reconnaissance du développement inégal de la conscience et de la capacité de réaction parmi la paysannerie indienne. Au congrès du parti en 1970, il a dit : « Dans chaque village de l'Inde, la guérilla peut-être menée par l'intermédiaire de la campagne d'anéantissement. Dans un autre article, il a écrit : « Aujourd'hui, tous les coins de l'Inde sont explosifs...[28] Pourtant, en 1967, il avait dit :

L'Inde est un vaste pays, et les paysans sont aussi répartis en différentes classes. Donc, le degré de conscience politique ne peut pas rester au même niveau dans toutes les régions et parmi toutes les classes. Par conséquent, l'opportunité et la possibilité d'un mouvement de masse des paysans sur base de revendications partielles seront toujours là et les communistes doivent pleinement profiter de cette opportunité à tous moments.[8]

Cette surestimation de l'uniformité de l'état révolutionnaire partout en Inde en 1970 était-elle née du désir d'élargir les zones de lutte armée le plus vite possible ? Dans sa révocation impatiente de tous les mouvements de masse et sa tentative pour figer la tactique d'anéantissement qui aurait pu convenir à une zone ou à une phase de disposition politique en une directive générale destinée à être appliquée simultanément dans tout le pays, espérait-il accélérer le rythme de la révolution ?

Ceci nous amène à l'autre thème important de ses écrits au cours de cette période - la possibilité de la libération de l'Inde dès 1975. En réaffirmant ce thème, il essayait de forcer l'histoire. Rappelant à ses partisans le rythme rapide auquel les événements avançaient en Inde, il a dit : « Si la nouvelle conscience révolutionnaire qui est née en 1967 [c'est-à-dire depuis la révolte de Naxalbari] a pu rassembler dix millions de personnes en 1970, pourquoi ces dix millions ne pourraient-elles pas devenir 500 millions dans le soulèvement de masse révolutionnaire d'ici 1975 ? » Transporté par la ruée en avant de sa vision, il s'est exclamé : « ... je suis convaincu que d'ici 1975, les millions d'Indiens composeront l'épopée de la libération ».[Ibid.]

Y avait-il un mélange mortel d'illusion dans ce pronostic de Charu Mazumdar - tout au moins en ce qui concerne le tempo de tout le processus ? Mais un avis objectif et froid de notre part n'est peut-être pas une bonne attitude en la matière. Comme l'a un jour remarqué Graham Green : « ... le pessimisme est le privilège douteux d'un étranger avec un ticket aller-retour. L'optimisme est une nécessité vitale pour un homme qui prend des décisions ».

Charu Mazumdar essayait d'insuffler son optimisme à ses cadres et de les isoler des doutes persistants et pinçants qui semblaient gâcher chaque espoir confiant et ternir le rêve enthousiaste d'une révolution populaire. Il rendait leur rêve réalisable, amenant l'objectif à leur portée, leur montrant qu'il était accessible d'ici cinq ans.

Mais les critiques de Charu Mazumdar dans le parti étaient sceptiques sur ses espérances. Ils avaient vu comment, avec le déclenchement de la répression policière, les défauts dans les organisations combattantes s'étaient fait ressentir de plus en plus. Avec l'arrestation des dirigeants à Srikakulam, à Debra-Gopiballavpur et dans d'autres zones de lutte, le mouvement avait pris un caractère incroyablement sporadique. Bien que les actions se soient propagées vers d'autres régions, il n'y avait aucune continuité ni aucune cohérence pour les mener à l'instauration du pouvoir populaire. Ils avaient l'impression que Charu Mazumdar, en réaffirmant sa tactique et en promettant une victoire rapide, essayait de cacher ces faits en pratiquant la politique de l'autruche, comme si la dénégation pouvait entraîner leur élimination, et encourageait les actions imprudentes.

Plus tard, décrivant la vague d'actions systématiques à ce moment-là, Sushital Ray Chowdhury, le

secrétaire du West Bengal Committee du parti et rédacteur en chef de *Liberation* qui allait devenir un critique de Charu Mazumdar a dit : « ... l'idée que nous n'avions pas besoin de mener une guerre prolongée de cette sorte a commencé à se propager. Il était prédit que nous remporterions la victoire avant 1975. Sans doute de telles idées ont-elles influencé la méthode de notre travail qui a suivi, qui n'était caractérisé que par l'impétuosité ». [30] Ashim Chatterjee se plaignait : « ... il n'est pas souhaitable de faire circuler la pensée de classe moyenne d'une victoire facile avec des prédictions vaines telles que celle de la fin de la révolution dès 1975 ». [31] Ces critiques se souvenaient peut-être des mots de Mao Zedong : « les marxistes ne sont pas des diseurs de bonne aventure. Ils ne doivent, et d'ailleurs ne peuvent, que montrer la direction générale des évolutions et des changements à venir : ils ne doivent et ne peuvent pas fixer le jour et l'heure de manière mécanique ». [32]

Alors que les critiques contre Charu Mazumdar augmentaient au sein du parti, le soutien pour sa tactique en provenance de l'extérieur s'est brusquement arrêté. La Chine a cessé de propager les accomplissements du CPI(M-L) dès la mi-1970. Radio Pékin a gardé un silence scrupuleux sur le sort de Srikakulam. Même si la Chine allait briser ce silence vers la fin de l'année, pendant tous ces mois mornes de l'été 1970, l'attitude réservée de la Chine a continué à intensifier la confusion parmi les pessimistes dans le CPI(M-L). Ils ressentaient que quelque chose avait mal tourné quelque part - mal comme un tableau suspendu d'une certaine manière, pas comme il faut, causant de vagues mais persistants sentiments de perplexité et de mécontentement.

Finalement, il fut décidé qu'un émissaire serait envoyé à Pékin pour placer devant « les dirigeants de la révolution mondiale » le problème auquel était confronté les révolutionnaires indiens. L'émissaire sélectionné était Sourin Bose - un dirigeant du North Bengal, qui était associé à la lutte à Naxalbari. Sourin Bose a réussi à obtenir un passeport délivré sous un faux nom, et est arrivé à Pékin via un itinéraire indirect passant par Londres, Tirana et Karachi pour échapper à la police.

Soit dit en passant, ce n'était pas la première fois qu'un maoïste indien allait en Chine. Déjà en novembre 1967, dans le premier élan du mouvement de Naxalbari, un groupe de douze maoïstes avait fait la traversée vers la Chine pour recevoir une instruction politique et militaire du Communist Party of China. En plus de Sourin Bose, le groupe comprenait d'importants dirigeants de Naxalbari tels que Kanu Sanyal, Jangal Santhal, Dipak Biswas, Kadam Mallik, Khodan Mallik et Keshab Sarkar. Entre autres dirigeants chinois, ils ont rencontré Mao Zedong et Kang Sheng. L'aide directe chinoise au CPI(M-L) n'a cependant pas été poussée plus loin que ce premier entraînement militaire et qu'un soutien moral, à l'occasion, par l'intermédiaire des journaux de Pékin et de Radio Pékin.

Pendant que le débat idéologique faisait rage à l'intérieur du parti, dans l'ensemble, les activités du CPI(M-L) n'ont presque pas montré de signe de relâchement. Les bases rurales au Srikakulam, à Mushahari, à Debra et à Gopiballavpur se dégradaient. Mais des propriétaires fonciers, des prêteurs sur gage et des policiers étaient anéantis dans différentes zones d'autres états. En outre, des évolutions d'une importance capitale avaient lieu dans une autre région du pays. À Calcutta et dans les villes voisines du Bengale occidental, le CPI(M-L) s'est retrouvé à la tête d'une considérable vague de jeunes, d'un militantisme sans précédent et imprégné d'une dynamite qui allait déclencher une explosion socio-politique.

Notes

[1] *Important Documents on the Great Proletarian Cultural Revolution in China*, Foreign Languages Press, Peking, 1970, pp. 322-24.

[2] *Annual Report of the Institute for Strategic Studies*, 1970.

[3] Frédéric Engels, « On Authority », 1873 (In *Selected Works* de Karl Marx et F. Engels, Vol. II, pp. 376-79, Moscow edition, 1969.

[4] Observateur. « To Win Victory in the Revolution, We Must Establish the Revolutionary Authority », *Liberation*, février 1970. Frédéric Engels, op. cit.

[5] Bilan autocritique du CPI(M-L) dirigé par Satyanarain Singh, dont les copies furent propagées

secrètement en 1974.

[6] Assez curieusement, tous ces partisans de Charu Mazumdar devaient le dénoncer en des termes très sévères quelques années après le congrès du parti.

[7] D'après la résolution adoptée par le comité central du CPI(M-L) dirigé par Satyanarain Singh le 7 novembre 1971.

[8] Bilan autocritique du CPI(M-L) dirigé par Satyanarain Singh, dont les copies furent propagées secrètement en 1974.

[9] Cité dans « Decline of Naxalism-II » de C. Subba Rao, *Times of India*, 1 août 1972.

[10] Andhra State Committee, « Fight Revisionism-Review of Armed Struggle in Andhra », *Liberation*, juillet 1971-janvier 1972.

[11] Ceci fut ouvertement admis par des fonctionnaires de l'État durant des entretiens avec moi à Hyderabad, Andhra Pradesh, fin 1970.

[12] Amrita Rangaswamy, « Making a Village ; an Andhra experiment », *Economic and Political Weekly*, 7 septembre 1974.

[13] Cité dans « Report on Srikakulam » in *Frontier*, 20 mars 1970.

[14] *Liberation*, juillet 1971-janvier 1972.

[15] K.N. Misra, commissaire de police, bureau de renseignements du district, Koraput, « Koraput District - On Crime », *Orissa Police Magazine*, janvier 1972.

[16] Ces arguments sont cités dans une lettre adressée par le Andhra State Committee du CPI(M-L), publiée dans *Liberation*, juillet 1971-janvier 1972.

[17] *Liberation*, juillet 1971-janvier 1972.

[18] Souvent plusieurs dirigeants accompagnaient conjointement ces grosses brigades. Ainsi, la police a pu capturer d'un seul coup Subbarao Panigrahi, Nirmala Krishnamurthy et beaucoup d'autres dirigeants au cours d'un seul raid, et les tuer tout de suite

[19] Ibid.

[20] Satyanarain Singh de Mushahari et les dirigeants de la lutte à Debra et à Gopiballavpur faisait aussi une distinction similaire entre les propriétaires « neutres » et « méchants » - une attitude qui a occupé une place importante au cours de la rupture avec Charu Mazumdar à un stade ultérieur.

[21] Mao Zedong, « The Situation and Our Policy After the Victory in the War of Resistance Against Japan », 13 août 1945 (*Selected Works*, Vol. IV, p. 19).

[22] « The New Upsurge and Struggle Against Left Adventurism » - résolution du Bihar Committee du CPI(M-L).

[23] Mao Zedong, « Talk at the conference of intellectuals called by the Center », 20 janvier 1956. (Cité dans le *Mao Papers* de Jerome Chen, Oxford University Press, Bombay, 1971, p. 21).

[24] D'après un document clandestin publié par le Bengal-Bihar-Orissa Border Regional Committee du

CPI(M-L) en juillet 1971. (Dorénavant appelé document BBOBRC, juillet 1971).

[25] *Deshbrati*, 6 juillet 1970.

[26] Document BBOBRC, juillet 1971.

[27] Ibid.

[28] C.K. Kutumba Reddy, « Will You Vote ? », *Frontier*, 27 février 1971.

[29] Cité dans « Serious Mistakes » - un article non signé examinant un document publié par le Revolutionary Communist Committee de l'Andhra Pradesh, publié dans *Frontier*, 29 juillet 1972.

[30] Sushital Ray Chowdhury, « Combat Left Adventurism », (Un document probablement écrit début 1971, et publié plus tard dans le numéro de mars-mai 1972 de *Liberation* par le CPI(M-L) rival dirigé par Satyanarain Singh).

[31] Document BBOBRC, juillet 1971.

[32] Mao Zedong, « A single spark can start a prairie fire », 5 janvier 1930 (*Selected Works*. Vol. I, p. 127).